

Asbestos renouvellerait son contrat?

La durée des conventions

"D'après les journaux de fin de semaine, le premier ministre de la Province, l'hon. Maurice Duplessis, a révélé, à sa conférence de presse hebdomadaire, que le gouvernement projetait, d'une part de prolonger la durée des conventions collectives de travail, et, d'autre part de soustraire, hors de tout doute, la Commission de Relations ouvrières à la surveillance de la Cour supérieure, et de la mettre à l'abri des brefs de prérogatives (brefs de prohibition, certiorari, injonction, etc.).

"La déclaration du premier ministre n'est pas très explicite, mais il n'y a pas d'objection de principe à faire valoir contre ses deux projets. En effet, rien ne s'oppose, en principe, à la signature de conventions collectives de plus d'une année, si les parties y consentent, et rien ne s'oppose à la réduction de certains délais, permettant ainsi à la Commission de Relations ouvrières de procéder d'une manière plus expéditive.

"Comme pour la future Régie provinciale des loyers, il faudra attendre le texte des projets de lois pour faire une discussion élaborée.

"La déclaration du premier ministre suggère, cependant, quelques observations générales immédiates.

"Le Conseil Supérieur du Travail a soumis au premier ministre de la province, en octobre dernier, un mémoire sur les relations de travail. Les deux sujets mentionnés, en fin de semaine, par le premier ministre, y sont traités.

"La C.T.C.C. ne veut pas insinuer que le gouvernement songe à ne pas donner suite aux suggestions unanimes du Conseil Supérieur du Travail, mais l'on admettra que la déclaration fragmentaire du premier ministre jette un doute dans les esprits. Les travailleurs apprécieraient sûrement que l'on dissipe ce doute par une déclaration officielle.

"Quant à la durée des conventions collectives, si elle est prolongée pour une période raisonnable, mais exclusivement sur accord des parties, et pourvu que les conseils d'arbitrage restent liés à la règle d'une année, ce serait un progrès sensible sur la situation actuelle.

"La protection nouvelle que l'on projette d'accorder à la Commission de Relations ouvrières peut être acceptable, si l'on veut bien préciser la juridiction de cette Commission. Par exemple, la Commission ne devrait pas pouvoir enlever un certificat de reconnaissance à l'occasion d'une grève. La règle devrait être simplement qu'un syndicat est accrédité, sur le plan de l'entreprise, lorsqu'il représente la majorité des salariés inclus dans une unité de négociations appropriée et que son mandat ne cesse que lorsque, durant la période où la question peut être soulevée, il ne représente plus la majorité. La juridiction de la Commission doit être d'autant plus précise que la formule actuelle des commissaires permanents est une formule que les travailleurs considèrent à l'essai. Un jugement sur cette expérience pourra être porté avec d'autant plus de sûreté que les limites de la juridiction de la Commission seront mieux définies.

"La C.T.C.C. fera diligence pour faire connaître son point de vue en détail lorsque les projets de lois annoncés seront déposés en Chambre."

GERARD PICARD,
président général C.T.C.C.

15 janvier 1951

Salaires des fonctionnaires provinciaux

La question des salaires des employés du Gouvernement provincial a fait l'objet d'une discussion générale, au Conseil central des Syndicats catholiques de Québec, parce qu'il s'agit d'une question locale et d'un problème vital, non seulement pour ceux qui sont mal payés, mais aussi pour ceux qui négocient des conventions de travail dans le commerce ou l'industrie, car une aussi

basse moyenne de salaires constitue un exemple auquel recourent les employeurs et nuit aux efforts destinés à obtenir une juste rémunération du travail.

Une lettre fut adressée à l'honorable Maurice Duplessis, lui demandant d'améliorer le sort des fonctionnaires provinciaux en réajustant leurs salaires au coût actuel de la vie.

Intervention heureuse de M. Antonio Barrette.

Lettres de MM. Brown et Lindell.

Les obstacles qui empêchaient jusqu'ici le renouvellement du contrat des mineurs d'Asbestos semblent maintenant écartés.

On sait que le syndicat s'était entendu avec la compagnie Johns Manville sur toutes les questions de travail et de salaire. Mais il restait un problème majeur : celui d'un grand nombre d'ouvriers qui, depuis la grève, n'ont pas retrouvé d'emploi ou seulement des fonctions inférieures à celles qu'ils occupaient auparavant.

INTERVENTION

Or la compagnie refusait de conclure une entente à ce sujet jusqu'à l'intervention du ministre du Travail, M. Antonio Barrette. Le 5 janvier, celui-ci faisait une proposition à la Johns Manville, lui demandant d'admettre le principe de la non-discrimination et proposant un moyen d'entente que la compagnie vient d'accepter.

Les négociateurs ont en effet reçu hier le télégramme suivant de M. Barrette (dont nous traduisons les passages anglais) :

M. Jean Marchand, Québec.

Je reçois aujourd'hui des réponses de MM. Lewis Brown et Carl Lindell aux lettres dont vous avez reçu copies. J'extrait de la lettre de M. Lindell les passages suivants : "Nous avons toute raison de croire que la majorité des cas en suspens, sinon tous, peuvent être réglés d'ici trois mois. S'ils ne le sont pas, nous acceptons volontiers de les soumettre à M. Noël Bérubé, votre conciliateur, pour en arriver alors à une décision finale" et plus loin "nous acceptons avec plaisir votre suggestion d'effacer les dernières traces de la grève qui

subsistent entre le syndicat et la compagnie et de chasser le dernier nuage qui reste dans le ciel d'Asbestos". Ces deux passages de la lettre de M. Lindell sont concluants. Dès mon retour à Québec, je vous transmettrai copies de ces lettres. Je présume que rien ne vous empêchera dans l'intervalle de signer votre contrat. Copies sont adressées aux membres de la délégation.

Antonio Barrette,
ministre du Travail.

CONFIANCE

Interrogés par téléphone, les officiers de la Fédération de l'amiante se sont montrés confiants que la solution proposée réglerait tous les cas. Ils espèrent que la compagnie acceptera de s'engager par entente formelle aux conditions indiquées dans le télégramme, ce qui permettrait une signature immédiate du contrat.

Augmentation de \$250. par année aux employés de Rivière-du-Loup

M. René Bélanger, président de la Fédération des Fonctionnaires municipaux du Québec, a fait part à l'assemblée du Conseil central des Syndicats catholiques de Québec, de la signature prochaine d'une convention collective entre la ville de Rivière-du-Loup et ses employés.

Insistant sur l'atmosphère de cordialité qui régnait à la séance de négociations à laquelle il a participé, lundi soir, avec les représentants du conseil de ville, y compris S. H. le maire et le Dr Antonio Paradis, M. Bélanger a indiqué les principales clauses du nouveau contrat :

Augmentation de \$250. par année à chaque employé, plus un rajustement de 40 cents avec chaque point d'augmentation de l'indice du coût de la vie, à partir de 171, ainsi que six jours chômés et payés et 12 jours cumulatifs de congé de maladie. La nouvelle convention sera présentée pour ratification, lors de la prochaine assemblée du conseil. M. Roméo Gagné, député provincial du comté et échevin de Rivière-du-Loup, assistait aux négociations.

Un Comité de Propagande sur le contrôle des prix

Le Conseil central des Syndicats catholiques de Québec a formé à son assemblée de mardi dernier, un comité de propagande en faveur du contrôle des prix, sous l'égide de la C.T.C.C., en vue d'alerter l'opinion publique sur la nécessité du contrôle des prix, dans une période d'urgence, et de saisir les députés fédéraux de la question. Ce travail de propagande se fera d'ici la fin de janvier, sous la responsabilité de MM. Fernand Jolicoeur, Alphonse Proulx, Wilfrid Brousseau, Lucien Dorion et Maurice Dussault.

LA MEME LIBERTE POUR TOUT LE MONDE?



Qu'on soit avocat, médecin ou entrepreneur plombier, on est fort bien reçu à Québec quand on demande l'atelier fermé... Mais si les ouvriers demandent la même chose, ou même seulement la formule Rand, les ministres (le premier surtout) trouvent que les ouvriers menacent la liberté.

Quelle régie?

Tous les locataires de la province ont accueilli favorablement la nouvelle que le gouvernement provincial prendrait à son compte la régie des loyers si le gouvernement fédéral l'abandonnait au mois d'avril.

La déclaration de M. Duplessis à ce sujet soulage la population d'une inquiétude grave et qui n'était pas sans motif. Tout le monde sait, en effet, que nos deux gouvernements aiment se renvoyer la balle quand il s'agit de mesures difficiles à appliquer. On craignait que MM. Duplessis et Saint-Laurent escamotent sous une belle "discussion constitutionnelle", ce problème extrêmement concret pour toutes les petites gens.

Nous constatons donc avec plaisir qu'ils ne l'ont pas fait et nous leur en sommes reconnaissants.

Cependant, il faut bien dire aussi que nous n'avons pas perdu pour cela toutes nos inquiétudes. Car si nous sommes désormais certains d'avoir une régie, nous ne savons pas encore quelle régie nous aurons. Et les quelques rares signes que nous en avons à date n'annoncent pas grand-chose. Il y a la déclaration de M. Duplessis, à l'effet que sa régie va "corriger les injustices". Mais, interrogé sur la nature de ces "injustices", le premier ministre n'a mentionné que celle des locataires "qui payent 30 piastres et louent des chambres pour 70 piastres". S'occuperait-il aussi des locataires de maisons neuves à qui l'on demande des loyers déraisonnables? Cela reste à voir.

L'autre signe, c'est la déclaration des propriétaires de Montréal. Ceux-ci protestent contre toute régie, en refusant même l'idée et se préparent de toute évidence à une lutte furieuse contre tout contrôle efficace. Réussiront-ils? Leur influence ne risque-t-elle pas d'être plus forte sur le gouvernement provincial qu'elle ne l'a jamais été sur le gouvernement fédéral? Cela aussi reste à voir.

De toute façon, les locataires doivent garder l'oeil ouvert. Ils savent ce qu'ils veulent et doivent prendre les moyens de l'obtenir.

Ce qu'ils veulent, ce n'est pas d'être logés pour rien, mais qu'on garde les prix du logement à un niveau raisonnable. Ce qu'ils veulent, c'est que tous disposent d'un recours devant la régie et qu'on ne livre personne à l'arbitraire des propriétaires.

GERARD PELLETIER.

Le problème ouvrier

ÇA SE TIENT...! ET C'EST CLAIR...!

"Oui, ça se tient...!" Quoi? La doctrine sociale de l'Eglise! Depuis un certain temps, disons depuis vingt-cinq ans, beaucoup de gens parlent de la doctrine sociale de l'Eglise. Les uns sont favorables, les autres ne la connaissent pas, d'autres enfin disent que la doctrine sociale de l'Eglise c'est tout un mélange à n'y rien comprendre.

Eh! bien non! La doctrine sociale de l'Eglise forme un ensemble de vérités qui se tiennent et d'où l'on peut saisir très clairement la conduite à suivre dans toute l'organisation sociale.

Il est vrai qu'il n'existe pas de code officiel ou de manuel qui nous exprimerait, chapitre par chapitre, ou livre par livre, tout ce que nous enseigne la doctrine sociale de l'Eglise. Et n'est pas condensée nulle part. Cependant, nous savons qu'elle existe et qu'elle se découvre pour celui qui veut y mettre un peu de bonne volonté.

Où trouverons-nous alors l'exposé de cette doctrine? Elle nous vient de quatre sources différentes:

- "Les livres saints", surtout les Evangiles et les épîtres de saint Paul nous indiquent dans plusieurs endroits quel est le sens de la doctrine sociale de l'Eglise qui se base sur la justice et la charité.
- La doctrine traditionnelle de l'Eglise nous donne les décisions importantes sur plusieurs aspects, comme la solution du fameux problème de l'esclavage, la question de propriété, l'usure, etc.
- "La pratique de l'Eglise" nous indique à sa façon comment doit s'orienter la doctrine de l'Eglise. Vous vous rappelez ces ordres religieux du moyen âge qui ont donné un essor considérable à l'agriculture, aux oeuvres d'entraide comme les oeuvres des prisonniers, les oeuvres de charité, etc. Vous vous rappelez aussi peut-être, saint Vincent de Paul et ses pauvres, Dom Bosco et ses gamins.
- "Les écrits des Papes". Les cinq derniers papes, Léon XIII, Benoît XV, Pie X, Pie XI et Pie XII nous ont laissé beaucoup d'écrits sur la question sociale; des encycliques, des lettres, des allocutions ou des sermons. Ils ont fait des discours et donné aussi pour ce qui est de Pie XI et Pie XII, des messages radiophoniques très significatifs. Depuis 50 ans en effet, sur 250 encycliques, c'est-à-dire des lettres qui s'adressent à tout le monde pour toute l'Eglise, 220 ont eu pour objet spécial la doctrine sociale de l'Eglise. Pie XII, surtout, a actuellement plus de 1,000 discours, appliquant dans des cas très particuliers cette doctrine sociale de l'Eglise.

Oui, cette doctrine, elle se tient! Elle forme un tout. Elle forme un ensemble très précis. Elle "est" claire dans tous ses aspects; elle est obligatoire; nul ne peut s'en écarter sans danger pour la foi et l'ordre moral". Elle répond aux nécessités d'aujourd'hui.

Cependant, pour que cette doctrine, si claire et d'un ensemble si parfait, puisse produire ses fruits, il faut la connaître.

Continuez à lire ces articles, au fur et à mesure vous serez pris vous-mêmes et vous deviendrez le témoignage vivant de

LA DOCTRINE SOCIALE DE L'EGLISE

N.B. — Relisez le No 3 de la lettre pastorale de NN. SS. les Evêques, vous trouverez là la pensée qui vient de vous être expliquée.

DANS LE MOUVEMENT

Fédération du bâtiment

Samedi dernier avait lieu une réunion au bureau fédéral de la Fédération nationale des Métiers du Bâtiment, sous la présidence du confrère Orlas Filion. Plusieurs délégués de différentes régions étaient présents, Québec, Montréal, Lac Saint-Jean, Sorel, Saint-Jean, et autres.

Dès l'ouverture du bureau, il fut décidé d'expédier un télégramme avec offrande de messe, pour le repos de l'âme du père de l'agent d'affaires Aldéric Gosselin. On décida aussi de l'endroit du prochain congrès de la Fédération, trois centres avaient invité les congressistes, Saint-Jean, Sorel et Québec.

On accepte de se rendre à Québec, et on garde pour l'année prochaine, un des deux endroits précités.

Le confrère Alfred Maheux, organisateur, donne ensuite son rapport d'activités concernant Sherbrooke et Saint-Jean (apparaissant dans une autre colonne) et il annonce aussi qu'un syndicat s'organise dans les différents centres suivants: Buckingham (Gatineau), dans la construction, Saint-Eustache (les Deux-Montagnes), construction, Québec, chez les plombiers.

Dans Sainte-Thérèse, on procède actuellement à la formation d'un Conseil de Métiers.

Le confrère Wallace Provost, organisateur dans la région du Lac Saint-Jean, rapporte aussi qu'un syndicat est en formation sur la Côte Nord, aux Sept Îles, et que deux autres syndicats se sont for-

NOUVEAU DÉCRET dans les Cantons de l'Est

Le confrère Alfred Maheux nous communique qu'une entente entre les patrons et ouvriers de la construction des Cantons de l'Est vient d'avoir lieu.

En effet, le nouveau décret couvrant les ouvriers des métiers de la construction dans les Cantons de l'Est, Sherbrooke et environs, indiquera une augmentation de salaires pour tous ces métiers de 10 cents. De plus, la semaine régulière de travail sera aussi réduite de 40 à 44 heures, et une semaine de vacances payée, comme à Montréal.

Quant aux électriciens qui auront à travailler les dimanches et les jours chômés ils seront retri-

bués à temps double, au lieu du temps et demi.

Fait à noter, le salaire de base pour le journalier passe à 90 cts l'heure, le plus haut salaire payé à date, pour les journaliers de la construction dans la province.

Il a fallu recourir toutefois aux offices du Service de conciliation qui était représenté par M. Roger.

Les négociateurs de ce décret étaient, pour seconder M. Alfred Maheux, MM. E. Duquette, président du syndicat de Sherbrooke, L. Dumas, agent d'affaires, R. Faucher, de Cowansville, G. Chevalier, de Farnham, M. Savard, de Windsor Mills. La partie patronale était pilotée par M. Bertrand, de Granby.

CHEZ LES CHARPENTIERIS-MENUISIERS



La photo ci-dessus ne fait voir qu'une partie de la grande assemblée des Charpentiers-Menusiers de Montréal qui avait lieu ces jours-ci. Le propagandiste du journal "Le Travail" a eu l'occasion d'expliquer, aux Menuisiers, la nécessité de reprendre le journal le plus possible, et de le faire lire partout. Le président, M. Orlas Filion, n'a pas ménagé non plus son appui et a encouragé les gens à s'abonner. Après l'assemblée plusieurs ont pris des abonnements individuels, mais plusieurs autres ont manifesté un désir non équivoque, qu'à la prochaine assemblée, tout le syndicat s'abonne, afin que tous les menuisiers syndiqués puissent recevoir régulièrement leur journal.

HISTOIRE EDIFIANTE

On nous rapporte que cher Grover Mills, dont les employés appartiennent à un syndicat affilié à la Fédération nationale du Vêtement, il y avait des griefs à régler. Ces griefs portaient sur une diminution de salaires (en termes patronaux: un rajustement dans les tâches!).

Le Comité de griefs fonctionne. On ne s'entend pas. On fait appel à la Conciliation. Quelques séances ont lieu. Le patron invite entre-temps les négociateurs à cesser la conciliation "afin de s'entendre, entre nous autres". Un peu soupçonneux, non sans raison, les négociateurs interrompent pas la conciliation mais se contentent de suspendre les séances.

On se rencontre. C'est le temps de l'inventaire et les personnes intéressées directement ne sont pas sur les lieux; on doit remettre à plus tard la prochaine rencontre. Bons princes, les négociateurs acceptent, faisant confiance à la bonne foi patronale.

Or, il arriva que pendant ce temps, par l'entremise de la contremaître, toutes les personnes intéressées furent rencontrées personnellement et "convaincues" que les changements dans les taux s'imposaient, que le patron les exigeait, qu'elles seraient ainsi plus d'argent, enfin qu'elles devaient accepter, sinon... Alors les jeunes filles acceptent de signer une formule, une acceptation de compromis. Tout ceci, évidemment, s'accomplit à l'insu des négociateurs syndicaux.

Mais la situation change lorsque le syndicat entend parler de "l'entente", qui n'est ni plus ni moins qu'un bris de contrat et qui va certainement reprendre le chemin de la conciliation avec son aboutissement normal.

Il découle donc que les "ententes directes" risquent la plupart du temps de ne rien valoir.

Vieille méthode que les patrons connaissent bien; mais ils devraient savoir aussi qu'avec un syndicat dans l'usine, ça ne peut plus se passer comme ça.

SANCTIONS PREVUES

Montréal. — Afin de contrôler le droit des travailleurs des métiers de la construction à des vacances payées, le gouvernement a établi un système de livrets de vacances où les employeurs sont obligés par la loi de fixer des timbres qu'ils peuvent se procurer aux bureaux de la commission du salaire minimum, à Québec.

En général, les patrons s'acquittent avec bonne grâce de cette obligation. Il reste cependant que certains employeurs négligent de tenir les livrets et de coller les timbres en prétendant que les commandes de timbres qu'ils font à la commission ne sont pas remplies avant un délai de deux, trois ou quatre semaines.

Afin de tirer cette affaire au clair, le comité conjoint de la construction de Montréal chargeait récemment cinq de ses membres d'aller à Québec et de faire enquête sur le système actuel. La délégation comprenait deux représentants patronaux, MM. Foy Foss et Howard Simkins, deux représentants ouvriers, M. L.-P. Francoeur de la fraternité internationale des charpentiers-menuisiers (AFL-CMTC) et M. Ald. Gosselin des Syndicats nationaux (CTCC).

A leur retour dans la métropole, ces messieurs ont déclaré que les accusations portées contre la commission du salaire minimum sont absolument sans fondement, puisque toutes les commandes qui parviennent à Québec le matin sont remplies dans la même journée.

En conséquence, le comité conjoint demandera à la commission la permission de vendre lui-même des timbres de vacances, et de remplir les commandes n'exécutant pas 225 pour la région de Montréal. Tout employeur qui refuserait de se soumettre à la loi serait référé au comité conjoint, et n'aurait plus aucune excuse pour ne pas s'exécuter. Les récalcitrants auraient 48 heures pour s'exécuter, à défaut de quoi des procédures seraient prises contre eux.

DECES

Les métiers de la construction sont durement touchés cette semaine. En effet, M. Napoléon Gosselin, de Disraeli, père de M. Aldéric Gosselin, président du Conseil des métiers et agent d'affaires des Charpentiers-Menusiers de Montréal, vient de mourir, après une longue maladie.

De plus, Joseph Boucher, vice-président du Conseil de construction de Montréal, a aussi eu le malheur de perdre son frère Thomas Boucher de Cowansville. Le journal *Le Travail* offre ses plus sincères condoléances aux familles affligées.

Amendements sanctionnés

Les amendements concernant la zone 2 du district de Hull signés par les deux parties contractantes et présentés au ministère du Travail le 12 novembre 1949, et dont l'avis a paru dans la Gazette Officielle le 6 mai 1950 ont été sanctionnés par le Conseil des ministres le 10 janvier 1951.

Les amendements présentés dans le but du renouvellement du décret 1254 du district de Hull qui expirait le 12 novembre 1950 et qui fut prolongé jusqu'au 12 mars 1951 sont actuellement en négociation entre le Conseil des métiers de la Construction du district de Hull et l'Association des entrepreneurs du même district. Les contre-propositions soumises par cette dernière seront étudiées à la prochaine réunion du Conseil des Métiers.

a) un asséssement de 5 cents par membre par mois et ce en vertu de la constitution qui le permet, pour un cas spécifique et spécial. Cet asséssement additionnel portera le per capita à 35 cts d'ici le congrès, qui sera appelé à ratification;

b) pour accélérer l'organisation, le bureau fédéral a autorisé la

\$50,000,000 en perles de salaires

Les sérieux ravages causés par les maladies rhumatismales au Canada ont amené la Société canadienne d'Arthrite et de Rhumatisme, organisme national fondé sous les auspices du ministère fédéral de la santé, à poursuivre un programme de recherches et d'éducation dans le domaine des maladies rhumatismales afin d'en découvrir la cause ainsi que les moyens de les prévenir. Cette année, la Division de Québec de la Société à l'exemple des divisions organisées indépendamment dans d'autres provinces, poursuivra du 1er au 15 février une campagne de souscription en vue de recueillir les fonds nécessaires aux fins qu'elle se propose. Celles-ci comprennent des recherches scientifiques sur les maladies rhumatismales elles-mêmes, l'expérimentation et l'emploi de la cortisone et de l'ACTH et autres drogues utiles, la formation de chercheurs compétents, l'éducation de médecins et de chirurgiens spécialisés dans le traitement de maladies rhumatismales, l'établissement et l'expansion de cliniques d'arthrite en collaboration avec les hôpitaux enseignants et les universités de la province, des cliniques mobiles afin d'apporter à domicile un soulagement aux patients incapables de se déplacer, etc. Ce programme a été tracé sur la recommandation du comité médical consultatif de la Division de Québec formé de médecins de chirurgiens et de savants distingués.

La Société vise à recueillir au moins \$900,000 dont la moitié environ servira à la recherche et le reste ira aux hôpitaux qui ont des cliniques où sont traitées l'arthrite et les maladies rhumatismales.

Les statistiques officielles veulent qu'à l'heure actuelle au moins 600,000 Canadiens soient victimes de ces douloureuses maladies rhumatismales et que celles-ci coûtent annuellement à l'industrie canadienne 9,500,000 jours de travail. Pour leur part, aux ouvriers canadiens seuls, elles coûtent \$50,000,000 en perte de salaires.

C'est un fait que 80% des victimes de la forme la plus grave de l'arthrite — l'arthrite rhumatoïde — subissent les premières attaques entre les âges de 20 et 50 ans, soit durant les années les plus productives de la vie. C'est un autre fait que 30,000 ouvriers canadiens doivent s'absenter chaque jour de leur travail à cause de ces douloureuses maladies. Le programme que se trace la Société ne peut donc que servir les meilleurs intérêts de tous les Canadiens et l'aide qu'on lui apportera par une souscription sera une aide pratique puisque chacun de nous est exposé à un moment quelconque de sa vie à subir les attaques d'une maladie rhumatismale.

Durant la campagne les quartiers généraux de la Division de Québec de la Société canadienne d'Arthrite et de Rhumatisme sont situés à 771 rue Burnside, Montréal.

La loi de la convention collective est à l'étude

Après avoir préparé une ébauche de code provincial du travail, le Conseil supérieur du travail de la province de Québec s'est vu confier le soin d'étudier la Loi de la convention collective et de faire ses recommandations au ministère provincial du travail.

La Commission permanente du Conseil supérieur du travail a formé un sous-comité qui a pour mission d'exécuter ce travail et de présenter le rapport qui sera fait à l'hon. Anton Barrette, ministre provincial du Travail. Ce sous-comité a déjà tenu près de 10 réunions et son travail n'est pas encore terminé.

Le sous-comité en question est composé comme suit: MM. W. Baker et C.-N. Moisan, représentants patronaux; Gérard Picard et Marcel Francoeur, représentants ouvriers; Léonce Girard, sociologue, et Me Marcel Giroux, aviseur technique.

Bureau de la Fédération du bas

A Sherbrooke, les 13 et 14 janvier dernier, la Fédération nationale des employés du Bas-Façoné et Circulaire, tenait une réunion de son bureau fédéral sous la présidence de M. Lucien Beauvoir, président.

Plusieurs délégués de différents centres s'étaient fait un devoir d'y assister. On remarquait des représentants des centres comme Richmond, Sherbrooke, Plessisville, Drummondville, Saint-Hyacinthe, Granby, Farnham, Saint-Jean d'Illerville, Québec, Montréal, Nicolet et Sorel.

Voici les principales résolutions qui furent débattues, pendant ces assises:

a) un asséssement de 5 cents par membre par mois et ce en vertu de la constitution qui le permet, pour un cas spécifique et spécial. Cet asséssement additionnel portera le per capita à 35 cts d'ici le congrès, qui sera appelé à ratification;

b) pour accélérer l'organisation, le bureau fédéral a autorisé la

A la suite du retrait du bill no 5, lors de la session provinciale de 1949, le Conseil supérieur du travail avait été prié par le gouvernement de Québec de préparer un nouveau projet de code du travail. Une fois cette tâche accomplie, le Conseil supérieur a fait rapport au ministre du travail. Le teneur du projet n'a cependant pas encore été rendu publique.

Présentement, les études se rapportant à l'extension juridique de la convention collective se poursuivent à huis clos.

La loi de la convention collective prévoit actuellement que toute entente intervenue entre un employeur ou un groupe d'employeurs et un groupe d'ouvriers peut être rendue obligatoire dans toute l'industrie intéressée, dans toute la province ou dans une région déterminée. Le gouvernement peut lui-même en décider ainsi ou les parties intéressées peuvent lui en faire la demande.

formation de syndicats, comme ça existe dans d'autres fédérations, sous la formule de syndicats par section ou locaux. Toutefois ces nouveaux syndicats devront faire approuver à l'avance, leur constitution, par la Fédération;

c) Pour se conformer à un désir du congrès de la C.T.C.C. qui était de pousser pendant l'année 1951, l'éducation dans le mouvement, il fut décidé de tenir prochainement une réunion du bureau fédéral qui serait consacrée exclusivement à l'étude des problèmes syndicaux. L'endroit, la date et le choix des conférenciers a été laissé à la discrétion des membres de l'exécutif;

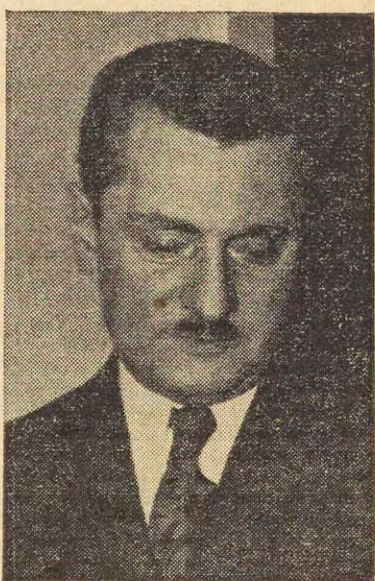
d) Il y a eu formation d'un comité pour faire l'étude de la représentation syndicale sur les corps supérieurs, tel que bureau fédéral, conseil central, et congrès de la C.T.C.C.

Tous les délégués sont partis heureux des succès, bien persuadés que l'organisation va aller bon train, pour 1951.

Le Travail présente:

Me THEODORE LESPERANCE

Directeur du Service juridique de la C.T.C.C.



C'est en 1944 que Me Lesperance se rapprocha du mouvement syndical, auquel toutefois il s'intéressait depuis très longtemps, ayant suivi attentivement toutes les luttes ouvrières du pays. Cette année-là, cependant, il devait être intimement à un important conflit ouvrier en préjudice le tribunal d'arbitrage formé pour connaître du différend entre la Cité de Montréal et les fonctionnaires municipaux de cette ville.

Et depuis, Me Lesperance a été mêlé à une quarantaine d'arbitrages, en qualité d'arbitre ou de procureur des syndicats. Il a ainsi concouru au règlement de multiples conflits dans le textile, l'aluminium, l'amiante, le vêtement, le meuble, etc. Il compte désormais les experts de la question ouvrière et peu d'avocats peuvent se vanter d'en connaître aussi bien que lui l'aspect juridique.

En 1946, la C.T.C.C. lui confiait la direction de son service juridique. Me Lesperance est marié, père d'une fillette qui porte le nom de Louise. Il est membre du Conseil de l'Instruction publique depuis 1944.

M. Lesperance est né à Valleyfield en janvier 1910.

Après de brillantes études secondaires au Séminaire de cette ville, il entreprenait à la Faculté de Droit de l'Université de Montréal ses études légales.

Admis au Barreau en 1936, il aborda aussitôt la pratique de sa profession dans sa ville natale, Valleyfield, où il resta deux ans. Mais en 1938, Me Lesperance rentra dans la métropole qu'il n'a jamais quittée depuis. Il s'associait à la firme Pager, Lesperance et Dansereau, dont il fait encore partie.

Tous ceux qui le connaissent vantent chez Me Lesperance une culture très étendue et un esprit de travail formidable, doublés d'une habileté remarquable pour les délibérations. Les journées de douze ou quinze heures de travail ne l'éffraient pas.

La classe ouvrière peut être fière de s'être gagnée l'estime d'un tel ami, dont le dévouement et actif considérable pour le mouvement syndical.

Le problème ouvrier

LE TRAVAIL INDUSTRIEL N'EST PAS IMMORAL

Le travail industriel moderne, caractérisé par la concentration technique et financière, présente de sérieux inconvénients pour la classe ouvrière, c'est évident, mais il est important de noter qu'il n'est pas intrinsèquement mauvais, qu'il offre de sérieux avantages pour toute la population et qu'il appartient aux hommes de l'organiser de façon à ce qu'il n'arrive pas à l'encontre des véritables fins de la vie économique.

Devant le progrès technique moderne et surtout en face des difficultés réelles qu'il présente pour la classe ouvrière, celle-ci est portée à maudire les résultats du machinisme, à le considérer comme une oeuvre du diable. Non pas; le travail industriel moderne n'a rien d'immoral en soi; tout au contraire il est en plein accord avec les vus de la Providence. Le Créateur d'une part a caché dans la nature une infinité de ressources et, d'autre part, a fait l'homme à son image, lui a donné une intelligence, une capacité d'invention presque illimitée. Le travail industriel est la résultante de ces deux forces, ressources de la nature et génie inventif de l'homme. Il est clair que considéré sous cet angle, le progrès moderne n'a rien de mauvais en lui-même.

Toutefois, on ne peut nier l'évidence. L'organisation concrète du régime industriel moderne présente de sérieux inconvénients particulièrement pour la classe ouvrière. La faute n'en est pas à Dieu, ni au progrès, mais uniquement aux hommes qui ont la responsabilité de l'organisation pratique de la vie économique. Tous ceux qui participent d'une façon quelconque à cette responsabilité ne doivent jamais perdre de vue cette vérité fondamentale: "Le travail industriel consiste à mettre à la portée de toutes les ressources de la nature et les résultats de la recherche scientifique". Le malheur est qu'on est encore imprégné d'une conception individualiste de la vie économique, qu'on oublie le caractère social de propriété. Le résultat fatal, dans beaucoup de cas, l'immense progrès industriel ne sera que des fins individuelles; il contribue à renforcer la position d'une oligarchie financière et industrielle.

Le travail industriel n'a, dans les desseins de la Providence, rien de mauvais. Au contraire, il doit "donner à l'homme la possibilité de servir d'avantage". En rectifiant dans l'esprit des responsables de l'organisation industrielle certaines données fondamentales, en donnant la primauté au social sur l'individuel, à l'humain sur le technique, nous sommes sûrs que les désavantages du travail industriel peuvent être éliminés et les avantages décuplés.

LA SEMAINE

SHAWINIGAN

Négociations directes

Des négociations directes se poursuivent entre le Syndicat des Employés de Northern Veneer & Plywood et la Compagnie. Il n'y a eu qu'une seule séance de négociations le 3 janvier dernier; ceci est le premier contrat entre la compagnie et les employés au nombre de 100.

Le syndicat a soumis un projet incluant: a) le maintien d'affiliation avec retenue irrévocable à la source; b) une semaine de travail de 48 heures; c) droit d'ancienneté à compter de 30 jours de service, prévalant dans les cas de promotion, transfert ou mise à pied; d) respect du dimanche et de 6 fêtes dont 2 payées; e) une semaine de vacances à tous les employés; f) procédure de griefs avec décision arbitrale obligatoire; g) une augmentation générale de 20 cents l'heure.

MM. P. Hudon, président du syndicat; M. Duchesneau, secrétaire; E. Demers, trésorier; J.-R. Ouellet, agent d'affaires du Conseil Central, sont les agents négociateurs syndicaux. M. A. Isaïon, gérant de l'usine et M. Wilfrid Desjardins, procureur de la compagnie représentent la partie patronale.

Négociations prochaines

Deux autres usines entameront des négociations sous peu, pour renouveler leurs conventions collectives. Ce sont: Shawinigan Chemicals Ltd et Canadian Resins & Chemicals Ltd.

DRUMMONDVILLE

Contrat signé

L'Association des Employés de Eastern Drummondville et la Compagnie Eastern Paper Box en sont venus à une entente après deux séances de conciliation. Les 28 employés concernés ont obtenu: a) une augmentation de salaire de 8 cents l'heure; b) un plan d'assurance-groupe dont les ¾ des frais seront payés par la compagnie.

M. Bruno Beaudoin, agent d'affaires du Conseil Central a négocié pour le syndicat. Tandis que M. Léo Surprenant, propriétaire et président et Mme Surprenant représentaient la partie patronale.

Autre signature de contrat

L'Association des Employés de Crayon groupant 75 ouvriers et la Eagle Pencil de Drummondville viennent de conclure une entente après 3 séances de négociations directes.

Les employés obtiennent une augmentation de 8 cents l'heure pour les ouvriers payés à l'heure et une augmentation de \$5 dollars par semaine pour les employés payés à la semaine.

MM. Clément Bernier, président du syndicat; Robert Fafard, vice-président; Mlle Eveline Dionne, secrétaire et M. Bruno Beaudoin, agent d'affaires du Conseil Central, ont négocié pour la partie syndicale. MM. Paul Normandeau, assistant-gérant et Georges Brosseau,

TROIS-RIVIERES

Fusion dans le gant

Depuis plusieurs années, deux groupements distincts existaient dans l'industrie du gant aux Trois-Rivières. Dernièrement, après l'intervention de la Fédération dont le président est Roland Thibodeau, et celle du confrère René Rocque, de la C.T.C.C., la fusion s'est faite, pour le bénéfice de tous les intéressés.

En effet, l'Association des gantiers des Trois-Rivières et le Syndicat des gantiers et gantières des Trois-Rivières et district, qui groupaient l'un les employés féminins et l'autre les employés masculins

se sont réunis pour ne former qu'une seule association qui portera le nom de Syndicat des gantiers et gantières des Trois-Rivières et district Inc.

Pour ratifier l'entente, on procéda aux élections qui donnèrent comme résultat: Mlle Laure Laneville, présidente, M. Roger Martin, vice-président, M. Wilfrid Lorranger, sec., Mlle Pauline Cousin, ass.-sec., M. Roland Bellemare, trés., Mlle A. Montplaisir, ass.-trés., M. J. Livernoche, sentinelle, M. Léon Pothier, dir., et Mlle Laurette Montplaisir, dir.

Un peu de logique

Dans l'industrie de la ganterie de la province de Québec, existe un décret et très peu de contrats particuliers. Mais ça va changer, les demandes de certificats et les certificats s'accumulent.

Sous l'empire du décret, quelques employeurs payaient une prime, un certain pourcentage d'environ 10 p.c. à certaines catégories d'employés. Ils pouvaient se permettre ça, les salaires étaient tellement bas.

Comme les négociations viennent de commencer et que les pa-

trons anticipent d'avoir à donner des augmentations de salaires (il est quasiment temps), ils viennent de découvrir un petit truc. Très simple. Très efficace. Aucune difficulté. On coupe tout simplement le petit boni, le petit pourcentage de 10 p.c.

Comme comble de logique, on offre à la première séance de négociation 5 p.c. d'augmentation. Surplus net, pour les patrons, 5 p.c. Etrange manière de compenser la hausse du coût de la vie.

surintendant représentaient la partie patronale.

HULL

Conciliation

Après deux séances de négociations directes tenues au magasin Moncion, l'Association des Employés de Magasins du district de Hull groupant quelque 35 employés en est rendue à la conciliation avec le magasin à rayon Thomas Moncion.

Les agents négociateurs pour la partie syndicale sont: MM. Raymond Couture, organisateur de la C.T.C.C.; André-Jean Legris, président; Fernand Philion, agent d'affaires. Tandis que la partie patronale est représentée par MM. Moncion, propriétaire; et Chartrand, ass. des Marchands détaillants du Canada.

Dans le bois ouvré

Le Syndicat du Bois Ouvré et l'employeur Boucher Frères en sont arrivés à un règlement après trois séances de négociations directes et deux séances de conciliation. Les ouvriers au nombre de 30 ont obtenu une augmentation générale de 5 cents l'heure.

MM. Anatole Lacombe, agent d'affaires de Hull et Benoît Prevost, président du syndicat, représentaient la partie syndicale. Tandis que MM. Jean Boucher, co-propriétaire, et E. Lacasse, concili-

lateur, représentaient la partie patronale.

Présidence

L'Association des Plombiers Soudeurs et Poseurs d'appareils de chauffage s'est choisie un nouveau président, en décembre dernier, en la personne de M. Arthur Chantigny.

Démarches fructueuses

Des démarches entreprises par MM. Fernand Philion, organisateur; Armand Morin, président du Conseil Central, et Raymond Couture, C.T.C.C., en vue d'obtenir que les lende-mains de Noël et du 1er de l'An soient chômés et payés, ont eu d'heureux résultats. En effet, M. le maire et MM. les échevins ont approuvé cette façon de voir. Et c'est ainsi que tous les syndiqués de la Cité ont bénéficié pour la première fois en 1950 de ces nouveaux congés payés.

Nouveau syndicat

L'Association des Contremaîtres et Surintendants du district de Hull, récemment fondée, vient d'élire l'exécutif pour l'année 1951. Les officiers sont: MM. E. La Madeleine, président; D. Gagné, vice-président; A. St-Pierre, secrétaire-archiviste; D. Lacombe, trésorier; A. Denis, sentinelle.

Ce nouveau syndicat a été fondé par M. A. Lacombe, agent d'affaires.

Négociations prochaines

Le Syndicat du Transport urbain de Hull compte maintenant 23 membres de plus à la suite d'une campagne de recrutement conduite par MM. R. Couture, de la C.T.C.C., et F. Philion, du Conseil Central. Il faut noter que la Compagnie du Transport urbain de Hull ne compte que 110 employés.

Les négociations en vue de la signature du prochain contrat de travail doivent commencer à la fin de ce mois.

SAINT-JEAN

Le Syndicat catholique du Bas-faconné de Saint-Jean tenait récemment ses élections pour l'année 1951.

Les nouveaux officiers élus sont: MM. Maurice Bernier, président; Joseph Lachance, vice-président; Mlle Juliette Choquette, secrétaire-archiviste et M. Rénald Martel, secrétaire-trésorier.

Coin du Publiciste

Tout groupement qui se respecte un peu possède son médium d'informations. Chaque groupe particulier fournit à ses membres, par l'entremise d'un organe hebdomadaire ou mensuel, les informations nécessaires à l'avancement de ces derniers.

Quel parti politique n'a pas sa presse? Sans cela, comprendrait-on clairement la valeur réelle ou l'incompétence véritable de nos représentants politiques?

Les mouvements d'action n'ont-ils pas tous des brochures, un journal, une revue? Et cela est nécessaire pour donner à leurs membres des idées précises sur le mouvement, une ligne de conduite générale, etc.

Où les patrons prennent-ils leur sources d'informations? Dans toutes les revues auxquelles ils s'abonnent. Et un patron qui veut suivre son affaire sous différents angles, reçoit régulièrement une quantité de revues, de périodiques sur les divers sujets qui touchent son industrie.

ET LES OUVRIERS?

De quelle façon la classe ouvrière prend-elle conscience de sa force? Certainement pas par les revues patronales. Certainement pas par les journaux rouges ou bleus ou autres. Certainement pas par les périodiques capitalistes. Non. La seule source d'information digne de confiance, c'est le journal ouvrier, un journal écrit pour elle, et qui la renseigne spécialement sur ce qui se passe dans le monde ouvrier.

Le journal hebdomadaire aide l'ouvrier à réfléchir à penser, à s'instruire. Grâce au journal, il se sent moins seul. Il sait où il va. Il sait ce qu'il veut. Les succès de ses confrères ouvriers deviennent les siens.

Tous nos lecteurs sont donc intéressés à ce que le journal se répande partout. Sont-ils tous prêts à nous aider? à faire leur part?

Roger McGINNIS, publiciste.

VOUS M'EN DIREZ TANT

"Notre Temps" et les unions

Dans un article sur le coût de la vie, M. Léopold Richer écrit des choses qui sonnent curieusement à nos oreilles. Nous en reproduisons ici quelques paragraphes dont le lecteur pourra juger:

On sait que les unions ouvrières canadiennes ont constitué un cartel et qu'elles prennent peu à peu l'habitude d'intervenir ensemble dans les affaires d'intérêt public. Elles prétendent représenter 1,000,000 d'ouvriers, ce qui est une force considérable. Mais bien qu'en l'occurrence nous les félicitons de leur intervention, nous ne pouvons pas nous empêcher de constater qu'elles s'engagent et nous engagent tous dans une voie dangereuse.

En effet, il n'appartient pas en propre aux unions ouvrières de poser en défenseurs du consommateur et de la famille auprès des autorités publiques. En ce faisant, elles dépassent leur fins professionnelles. Il ne s'agit plus de revendications des travailleurs en tant que travailleurs (car, à ce compte, on pourrait leur rétorquer avec raison que les ouvriers syndiqués, avec leurs incessantes demandes d'augmentation de salaire, sont responsables, au même titre que les industriels et les commerçants, de la hausse du coût de la vie), mais en tant que consommateurs. Et les unions ouvrières ne sont pas devenues, que nous sachions, des ligues de consommateurs et des associations familiales...

Elles dépassent donc leur rôle. Et cela est périlleux. Parce qu'elles commandent à une partie notable de la masse et qu'elles jouent du nombre avec une singulière efficacité, elles ont tendance à s'immiscer dans des affaires qui ne les concernent pas spécifiquement. Aujourd'hui, c'est le coût de la vie. Demain, ce sera la politique étrangère. Plus tard, ce sera l'éducation... C'est ainsi que le travaillisme est né en Grande-Bretagne. Les unions ouvrières ont fini par y contrôler tout le gouvernement en établissant un socialisme et un étatisme extrêmement déplorables.

Et voilà.

Vous avez compris, non? Parce que les ouvriers s'occupent de défendre leurs salaires contre la hausse des prix, voilà M. Richer qui nous met en garde contre la dictature du prolétariat!

Ce serait drôle, rien de plus, si l'on ne relevait pas ici et là quelques expressions qui nous feront douter, à la longue, des sympathies de M. Richer pour le mouvement ouvrier.

On nous félicite, oui, mais tout de suite après, on parle d'unions qui "prétendent représenter un million d'ouvriers" (alors qu'il s'agit d'une statistique gouvernementale), qui "s'engagent dans une voie dangereuse", qui "dépassent leurs fins professionnelles", qui "jouent du nombre avec une singulière efficacité", qui "posent en défenseurs du consommateur" etc.

Bref, M. Richer nous montre le mouvement ouvrier comme un monstre qui fait sonner ses chaînes avant de les rompre et de se jeter à la gorge des honnêtes gens!

Pourtant, la réalité est tellement plus simple! Les ouvriers agissent parce qu'ils souffrent. Et s'ils commandent une grande influence, c'est que les salariés sont nombreux. Et cette influence, de quel droit l'empêcherait-on de s'exercer sur l'éducation, la politique étrangère, en fait sur n'importe quelle décision importante?

Voudrait-on indéfiniment tenir les ouvriers à l'écart de la nation, parce que la "politique ne les regarde pas spécifiquement"?

Non. Nous voulons croire que M. Richer ne pense rien de tout cela. Mais nous croyons aussi que son plaidoyer en faveur d'un front familial n'avait pas besoin d'arguments aussi douteux.



Organe officiel de la Conf. des Travailleurs catholiques du Canada.
Paraît tous les vendredis.

Directeur:
GERARD PELLETIER

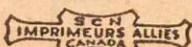
Rédacteur en chef:
FERNAND JOLICOEUR

Administrateur:
MARCEL ETHIER

Publiciste:
ROGER MCGINNIS

Bureaux: 1231 est, rue DeMontigny, Montréal — FA. 3694
Abonnement: Un an, \$1.50; le numéro, 5 cents

Publié par la Confédération des Travailleurs Catholiques du Canada et imprimé par L'imprimerie Populaire Limitée, 434 Notre-Dame est, Montréal.



Ministre des Postes, Ottawa.

Autorisé comme envoi postal de la deuxième classe.